

Saïd Ibrahimi, DG de CFC :

38% de l'investissement du Maroc en Afrique réalisés par des entreprises labélisées CFC

M. Saïd Ibrahimi, Directeur général de Casablanca Finance City se trouvait récemment à Londres où il a participé au symposium organisé conjointement par le London Stock Exchange Group et la Bourse des Valeurs de Casablanca.

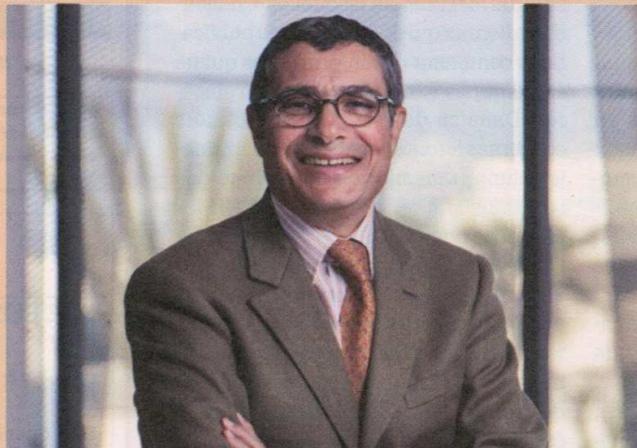
La participation de CFC à cette manifestation répond à la nécessité de mettre en valeur les atouts et les avancées de Casablanca Finance City dans le développement d'un hub financier régional et continental dédié à l'Afrique. Et c'est fort des résultats acquis au cours des six années d'existence de CFC et des perspectives qu'il offre aux sociétés étrangères désireuses d'intervenir en Afrique que M. Ibrahimi a répondu aux questions de La Nouvelle Tribune et www.Int.ma

La Nouvelle Tribune :

M. Ibrahimi, vous avez participé au symposium organisé à Londres par le London Stock Exchange Group et la Bourse de Casablanca sous le thème "Morocco, Your Footprint in Africa", pouvez-vous expliquer à nos lecteurs les objectifs d'une telle rencontre ? Que peut en attendre le Maroc ?

Saïd Ibrahimi : Comme l'explicitait le thème sous lequel a été organisé l'événement, il s'agissait d'abord de mettre en avant le rôle du Maroc comme acteur multisectoriel important et engagé dans le développement de l'Afrique, tout en insistant sur sa position privilégiée de porte d'entrée vers le continent. C'est dans ce cadre-là que j'y ai participé, d'abord pour présenter CFC aux investisseurs et surtout pour ancrer dans leurs esprits que le Maroc en général et CFC en particulier est la plateforme incontournable dans la région pour le déploiement de leurs stratégies de développement en Afrique.

L'événement fut aussi l'occasion de présenter aux investisseurs britanniques de manière globale les avancées réalisées par notre pays et les



opportunités d'investissement qu'il offre.

Ce type d'événement a été donc très bénéfique pour le Maroc car il a permis d'attirer de nouveaux investisseurs qui sont potentiellement intéressés par le Maroc et surtout par l'Afrique, et qui seraient à la recherche d'un camp de base pour le développement de leurs activités sur le continent.

M. Ibrahimi, CFC a été créée en avril 2010, vous l'avez dirigé dès sa création, quel bilan feriez-vous de ses réalisations en ces 6 années ?

En 6 ans d'existence, CFC a réussi à se frayer un chemin parmi les plus grands centres

financiers du monde en se positionnant dans le dernier classement GFCI (Avril 2016) comme la première place financière africaine, et la 33ième à l'échelle mondiale. J'en profite pour rappeler la définition d'un centre financier et je me permets d'insister là dessus, «un centre financier » est un lieu qui assure la rencontre de multiples acteurs qui concourent au bon fonctionnement des marchés financiers au sein d'écosystèmes dégagant d'importantes synergies.

Cela dit, nous ne pouvons pas encore dire que CFC est une place accomplie et que le travail est terminé, bien au contraire, il ne fait que com-

mencer car un centre financier se construit sur la durée! Un certain nombre de composantes de notre place sont donc encore à améliorer nécessitant une mobilisation forte et durable de multiples parties prenantes publiques comme privées. Divers leviers seront à activer de manière continue pour catalyser son développement et lui permettre de changer de dimension : d'une part des fondamentaux physiques (connectivité aérienne, talent pool, qualité de vie...), mais aussi des fondamentaux économiques et financiers (cadre réglementaire, réforme des marchés des capitaux, intégration régionale...) ou encore l'amélioration de notre proposition de valeur.

Pour revenir à votre question, je peux en revanche affirmer que la mise en place de CFC a renforcé de manière significative et a surtout matérialisé la position du Maroc en tant que hub économique et financier vers l'Afrique. Au-delà du rôle du Maroc comme hub naturel vers le continent, les investisseurs étrangers savent aujourd'hui qu'il existe un centre financier régional à Casablanca d'où ils >>

>> peuvent adresser concrètement l'Afrique.

Sur le plan institutionnel, CFC a développé une notoriété positive et solide comme un acteur institutionnel de premier plan tant au niveau régional qu'international. A cet égard, CFC a signé plusieurs accords et partenariats avec des centres financiers majeurs ainsi qu'avec plusieurs organismes institutionnels africains. Ce réseau de partenariats mondial a vocation à s'élargir tant en Afrique qu'à l'international. Les efforts de Casablanca Finance City pour promouvoir le continent africain et contribuer à son développement ont également été reconnus à travers plusieurs prix que CFC s'est vue décerner à ce titre.

Quant à l'offre CFC actuelle, celle-ci est aujourd'hui jugée globalement attractive par l'ensemble de l'écosystème, notamment les facilités de doing business qui rencontrent un franc succès auprès des entreprises CFC, avec un taux de satisfaction de plus de 90% et une augmentation nette des requêtes d'accompagnement pour bénéficier de ces facilités de plus de 60% entre fin 2014 et fin 2015.

Est-ce qu'après les 100 statuts CFC accordés, les sociétés devraient venir en nombre de plus en plus automatiquement ? Sur le plan qualitatif, CFC est-elle satisfaite de leurs différentes activités ?

Sur les 104 statuts CFC accordés à ce jour, nous comptons de nombreuses multinationales prestigieuses qui viennent d'Europe comme Accor, BNP Paribas, Clifford Chance et Shell, d'Amérique du Nord comme AIG, Lockton et Dow Chemical, et d'Asie comme les géants chinois Bank of China et Huawei. Ces groupes étrangers utilisent de manière effective CFC comme base régionale pour leurs activités et leurs investissements en Afrique, et représentent aujourd'hui un vrai relais pour CFC dans leurs pays et régions et contribuent à améliorer sa visibilité et notoriété à l'international.

Il est évident qu'avec ce nombre important de grandes multinationales, CFC bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance internationale et grâce à la qualité de son écosystème, un cercle vertueux s'est tout naturellement créé, suscitant ainsi l'intérêt de multinationales reconnues mondialement. Néanmoins, l'arrivée de ces grands groupes ne peut être automatique car nous avons des critères d'éligibilité qui constituent une sorte de filtre à l'entrée. Sur le plan qualitatif, notre écosystème

ne compte aujourd'hui que des services à haute valeur ajoutée et devient de plus en plus équilibré et diversifié en termes d'offre de services et de secteurs d'activités. L'objectif à terme est que l'écosystème devienne autosuffisant en termes de services et de types d'acteurs, à l'instar des centres financiers internationaux.

Un autre élément important à souligner est la montée en charge des activités et investissements des entreprises CFC en Afrique. Les statistiques de l'office des changes concernant l'année 2015 font ressortir que 38% de l'investissement du Maroc en Afrique ont été réalisés par des entreprises labélisées CFC. Ce chiffre conforte la position de CFC comme plateforme d'investissement vers l'Afrique.

Dans quelle mesure la crise boursière qui perdure aurait-elle ralenti le développement de CFC ? Quels acteurs financiers tardent à rejoindre notre place financière internationale ?

En effet, la Bourse de Casablanca connaît une crise de liquidité depuis plusieurs années avec un volume de transactions très faible et la problématique du marché de capitaux reste toujours posée. C'est d'ailleurs, la principale cause de notre déclasserment en «Frontier Markets» dans l'indice MSCI et c'est un des éléments qui pénalise CFC dans le classement GFCI.

En tout état de cause, je voudrais rappeler qu'en trois ans, 9 textes de lois relatifs à des réformes importantes du marché des capitaux ont été adoptés mais nécessitent encore 50 textes d'application qui n'ont pas été publiés à ce jour.... Le travail législatif est donc fait, mais la mise en œuvre tarde à venir.

Nous savons, qu'une bourse des valeurs fait partie de l'infrastructure «marché» indispensable pour un centre financier et l'attractivité limitée de notre marché des capitaux constitue clairement un obstacle pour attirer les plus grands gestionnaires de fonds et banques d'investissement.

C'est pourquoi, plusieurs actions doivent-être menées en parallèle : il y a lieu de promouvoir le financement désintermédié des entreprises, et en particulier des entreprises étatiques. L'Etat doit jouer son rôle en émettant sur les marchés actions et dette, et montrer l'exemple avec des entreprises publiques qui peuvent lever les capitaux dont elles ont besoin pour financer leur croissance. Notre bourse a également besoin que le flottant des sociétés déjà

cotées soit plus important. Il y a lieu ensuite d'élargir la base des investisseurs notamment à travers la mise en place de conditions incitatives (fiscalité sur les plus-values et les dividendes par exemple), et le renforcement de la transparence, l'intégrité des marchés des capitaux et l'accès à l'information dont le rôle incombe aujourd'hui à l'AMMC.

Cela dit, la bourse est une composante essentielle de l'attractivité d'un centre financier, mais pas la seule. L'environnement des affaires en est une tout aussi importante, voire même plus ! Lorsqu'on voit des centres financiers internationaux comme Dubaï qui n'a eu aucune difficulté à émerger alors que sa bourse était quasi inexistante.. A ce niveau, CFC a réussi le pari d'offrir un environnement des affaires amélioré, qui d'ailleurs est qualifié par les entreprises CFC de véritable atout pour leurs activités au Maroc et dans la région.

Entretien réalisé par
Afifa Dassouli